



Nos lycées ne sont pas la garderie du MEDEF !

Déclaration FO Enseignement Agricole suite aux annonces du Président de la République sur la réouverture progressive des établissements, le 11 mai.

Le Président de la République a déclaré le 13 avril : "À partir du 11 mai, nous rouvrirons progressivement les crèches, les écoles, les collèges et les lycées". Le patronat s'est déclaré « satisfait » : « cela permet aux entreprises de bien préparer la reprise, et aux enfants de retrouver le chemin de l'école » s'est félicité un porte-parole du Medef. Mais du côté des personnels, cette annonce a provoqué l'incompréhension.

Une décision irresponsable

Comment comprendre que les restaurants restent fermés et que les rassemblements soient toujours interdits alors que les établissements scolaires devront réouvrir ?

Dans nos établissements, les gestes barrières sont impossibles à appliquer. Comment y observer une distanciation sociale ? Comment assurer la sécurité des élèves et des personnels, dans les internats, dans les cantines, dans les salles de cours ? Comment assurer les repas en respectant les gestes barrière ?

Comment assurer une désinfection des locaux systématique (sanitaires, ordinateurs partagés, poignées de portes et autres objets de contact, ...) et plusieurs fois par jour. D'autant que les personnels qui seraient en charge de ces tâches sont des personnels de la Région.

Quel dispositif pour les personnels à risques ou ayant un proche lui-même à risque ?

Le dépistage systématique avant toute consigne de reprise des cours

Au CHSCT du MAA de mercredi dernier, FO a fait adopter, à l'unanimité moins une voix, l'avis suivant :

"Conformément aux articles 4121 -1 à 5 du code du travail, afin d'endiguer l'épidémie et pour assurer la sécurité et protéger la santé de tous les personnels, le CHSCT Ministériel exige la mise en place du dépistage systématique comme le préconise l'OMS [...]. Le CHSCT Ministériel demande pour l'enseignement un dépistage généralisé aux personnels et aux élèves, apprentis, stagiaires ou étudiants comme préalable à toute reprise d'activité".

Or, seuls ceux qui présenteront des symptômes seront testés, selon le président Macron. Mais on le sait, la plupart des enfants porteurs du virus sont asymptomatiques. Comment éviter tout risque de contagion ? Les personnels refusent d'aller à l'abattoir.

Le ministère est-il en capacité de fournir des masques pour tous les personnels et à tous les élèves ? Alors que l'on sait que les masques manquent partout, et en premier lieu dans les hôpitaux !

Le ministre Blanquer a parlé de grands aménagements : « *On peut très bien imaginer des petits groupes à certains moments de la journée* ». On voit mal comment tout cela pourrait être appliqué à nos établissements. Nous le rappelons, nos élèves sont internes pour la majorité. Que feront-ils si ils ne sont pas en cours. Le ministre de l'EN parle de prendre en priorité ceux qui n'ont pas pu suivre les cours à distance. Comment

 B413 - 78 rue de Varenne - 75349 PARIS 07 SP

@ foenseignementagricole@agriculture.gouv.fr - ☎ 01 49 55 81 42

faire revenir ces élèves en classe ? Comment expliquer aux élèves assidus qu'ils ne sont pas prioritaires ? Les enseignants ne pourront pas individualiser certains enseignements en présentiel et continuer les cours à distance. En tout cas FO n'acceptera aucune remise en cause des obligations réglementaires de service des personnels.

.../...

La reprise des cours à tout prix : inacceptable ! irresponsable ! Sauf à vouloir conduire certains de nos concitoyens à une mort certaine au motif de la sauvegarde de l'économie et contre les avis éclairés de la communauté scientifique !

C'est un choix qui risque de conduire notre nation dans une impasse. Comme l'a bien expliqué Emile Verner (économiste au Massachusetts Institute of Technology) "C'est la pandémie qui crée la récession, pas le confinement". Il ajoute :"Avec le confinement, l'économie sera mauvaise maintenant mais meilleure à l'avenir...mais si nous ne faisons rien, la pandémie devient incontrôlable et détruit vraiment l'économie". Est-ce la volonté du gouvernement ?

Le Président met en avant les inégalités sociales qui se sont accentuées avec l'enseignement à distance, pourtant vanté par notre ministre. C'est vrai, mais nous constatons aussi que depuis plusieurs jours des voix se sont élevées pour accélérer la reprise de l'économie et faire repartir la production. L'école et ses personnels ne sont pas une variable d'ajustement pour les besoins du marché. Cette décision ne trompe personne, d'autant plus que les universités restent fermées, les étudiants n'ayant pas besoin d'être gardés. Pourquoi garder les restaurants fermés alors que les cantines seront ouvertes ?

FO demande la mise en place d'un GT pour prendre le temps de la réflexion de la réouverture des établissements et exige, avant toute reprise de l'activité :

- Des garanties sur la mise en œuvre de la distanciation de la communauté éducative et des apprenants.
- Des tests sérologiques pour organiser le dépistage systématique pour tous les personnels et les élèves, conformément à l'avis du CHSCT ministériel.
- La mise en œuvre de la désinfection systématique et régulière des établissements scolaires.
- Des matériels de protection (gel hydroalcoolique, gants et masques) en quantité suffisante pour les personnels et les élèves.

Alors que la crise a mis sur le devant la scène, l'importance des services publics et la faillite des politiques d'austérité qui les ont saccagés, FO réitère sa demande d'annulation de toutes les suppressions de classes et de postes pour la rentrée prochaine.

Si la reprise des cours devait se faire au prix de la santé des personnels, FO les invitera à utiliser leur droit de retrait et les encouragera à poursuivre leur employeur en cas de contamination au Covid 79.